



**États financiers consolidés
résumés intermédiaires de
Groupe Alithya inc.**

Trimestres et semestres clos
les 30 septembre 2019 et 2018
(non audités)

Alithya 

TABLE DES MATIÈRES

États consolidés résumés intermédiaires du résultat net.....	1
États consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.....	2
États consolidés résumés intermédiaires des variations des capitaux propres.....	3
États consolidés résumés intermédiaires du résultat global	4
Tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie	5
Notes complémentaires – Trimestres et semestres clos les 30 septembre 2019 et 2018	6
1. Lois applicables et nature des activités.....	6
2. Résumé des principales méthodes comptables.....	6
3. Contrats de location	10
4. Capital-actions.....	11
5. Parties liées	14
6. Résultat par action	14
7. Renseignements complémentaires sur le résultat consolidé	15
8. Charges financières	15
9. Renseignements complémentaires sur les flux de trésorerie	15
10. Informations sectorielles et géographiques.....	16
11. Événements postérieurs.....	17

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT NET

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audités)	Notes	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
		2019 \$	2018 \$	2019 \$	2018 \$
Revenus		67 363	37 093	139 581	78 667
Coût des revenus	7	46 680	29 372	97 721	62 090
Marge brute		20 683	7 721	41 860	16 577
Charges d'exploitation					
Charges de vente, générales et administratives	7	18 576	7 949	37 503	16 015
Coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises		1 416	1 033	2 090	2 048
Amortissement	7	810	197	1 596	418
Amortissement des immobilisations incorporelles		2 531	1 489	5 082	2 984
Gain sur opérations de change		(87)	(86)	(33)	(54)
		23 246	10 582	46 238	21 411
Résultat d'exploitation		(2 563)	(2 861)	(4 378)	(4 834)
Charges financières	8	450	545	1 071	1 077
Résultat avant impôts		(3 013)	(3 406)	(5 449)	(5 911)
Charge (recouvrement) d'impôts					
Exigibles		(18)	(248)	20	432
Différés		(665)	(1 035)	(1 592)	(2 024)
		(683)	(1 283)	(1 572)	(1 592)
Résultat net		(2 330)	(2 123)	(3 877)	(4 319)
Résultat de base et dilué par action	6	(0,04)	(0,09)	(0,07)	(0,18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au		30 septembre	31 mars
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)		2019	2019
	Notes	\$	\$
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie		14 587	12 801
Dépôts à court terme		1 328	1 324
Débiteurs et autres créances		59 982	67 146
Impôts à recevoir		1 652	1 217
Travaux en cours		9 097	7 583
Crédits d'impôt à recevoir		3 776	5 829
Charges payées d'avance		2 993	3 166
		93 415	99 066
Actifs non courants			
Liquidités soumises à des restrictions		2 188	2 165
Impôts à recevoir		627	632
Crédits d'impôt à recevoir		2 933	2 536
Immobilisations corporelles		2 916	2 339
Actifs au titre de droits d'utilisation	3	11 182	-
Immobilisations incorporelles		42 197	47 551
Actifs d'impôts différés		5 126	2 946
Goodwill		79 262	79 634
		239 846	236 869
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer		42 936	48 935
Revenus différés		6 421	5 998
Tranche courante des obligations locatives	3	460	-
Tranche courante de la dette à long terme		1 000	1 000
		50 817	55 933
Passifs non courants			
Dette à long terme		27 736	27 305
Obligations locatives	3	11 181	-
Incitatifs à la location différés		-	159
Passifs d'impôts différés		2 593	2 016
		92 327	85 413
Capitaux propres			
Capital-actions	4	187 180	186 861
Déficit		(42 990)	(39 113)
Cumul des autres éléments du résultat global		630	1 469
Surplus d'apport		2 699	2 239
		147 519	151 456
		239 846	236 869
Événements postérieurs	11		

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Semestres clos les 30 septembre
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audités)

	Notes	Actions en circulation	Capital- actions	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global	Surplus d'apport	Total
		Nombre	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 mars 2019		55 665 476	186 861	(39 113)	1 469	2 239	151 456
Résultat net		-	-	(3 877)	-	-	(3 877)
Écart de conversion cumulatif des filiales étrangères consolidées		-	-	-	(839)	-	(839)
Résultat global total		-	-	(3 877)	(839)	-	(4 716)
Rémunération fondée sur des actions		-	-	-	-	480	480
Émission d'actions à droit de vote subalterne à la suite de la levée d'options sur actions	4	30 151	116	-	-	(20)	96
Rémunération fondée sur des actions acquises au cours de la période, émises à l'acquisition d'entreprises	4	-	203	-	-	-	203
Total de l'apport des actionnaires et des distributions aux actionnaires		30 151	319	-	-	460	779
Solde au 30 septembre 2019		55 695 627	187 180	(42 990)	630	2 699	147 519
Solde au 31 mars 2018		25 951 311	54 251	(23 927)	558	1 144	32 026
Résultat net		-	-	(4 319)	-	-	(4 319)
Écart de conversion cumulatif de la filiale étrangère consolidée		-	-	-	(311)	-	(311)
Résultat global total		-	-	(4 319)	(311)	-	(4 630)
Rémunération fondée sur des actions		-	-	-	-	122	122
Rémunération fondée sur des actions acquises au cours de la période, émises à l'acquisition d'entreprises		-	538	-	-	-	538
Total de l'apport des actionnaires et des distributions aux actionnaires		-	538	-	-	122	660
Solde au 30 septembre 2018		25 951 311	54 789	(28 246)	247	1 266	28 056

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	(2 330)	(2 123)	(3 877)	(4 319)
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui peuvent être classés ultérieurement en résultat net				
Écart de conversion cumulatif des filiales étrangères consolidées, après déduction des impôts	676	(129)	(839)	(311)
	676	(129)	(839)	(311)
Résultat global	<u>(1 654)</u>	<u>(2 252)</u>	<u>(4 716)</u>	<u>(4 630)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

TABLEAUX CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)	Notes	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
		2019	2018	2019	2018
		\$	\$	\$	\$
Activités d'exploitation					
Résultat net		(2 330)	(2 123)	(3 877)	(4 319)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement		3 341	1 686	6 678	3 402
Amortissement des incitatifs à la location différés		-	(17)	-	(34)
Amortissement des charges financières		48	23	128	30
Rémunération fondée sur des actions		453	470	683	946
Gains sur opérations de change non réalisées		(28)	-	(11)	-
Capitalisation des intérêts au titre des soldes d'achat à payer		28	58	56	116
Impôts différés		(665)	(1 035)	(1 592)	(2 024)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	9	(1 421)	(1 029)	1 518	(1 289)
		1 756	156	7 460	1 147
Flux de trésorerie nets découlant des (affectés aux) activités d'exploitation		(574)	(1 967)	3 583	(3 172)
Activités d'investissement					
Acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions		(372)	(77)	(1 112)	(319)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		-	(16)	-	(132)
Dépôts à court terme		(2)	-	(4)	-
Liquidités soumises à des restrictions		(12)	(27)	(23)	(18)
Actifs au titre de droits d'utilisation		222	-	222	-
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement		(164)	(120)	(917)	(469)
Activités de financement					
Prélèvement sur (remboursement de) la marge de crédit		-	(12 083)	-	(7 776)
Augmentation (diminution) de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction connexes		16 154	(31)	20 902	2 678
Remboursement de la dette à long terme		(11 582)	-	(20 493)	(2 956)
Levée d'options sur actions		83	-	96	-
Remboursement des obligations locatives		(465)	-	(979)	-
Flux de trésorerie nets découlant des (affectés aux) activités de financement		4 190	(12 114)	(474)	(8 054)
Effet de la fluctuation des taux de change		(25)	(21)	(406)	(21)
Variation nette de la trésorerie		3 427	(14 222)	1 786	(11 716)
Trésorerie, à l'ouverture de la période		11 160	16 971	12 801	14 465
Trésorerie, à la clôture de la période		14 587	2 749	14 587	2 749
Montants payés en trésorerie (inclus dans les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation) :					
Intérêts payés		344	661	770	917
Impôts payés		148	-	287	195

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

TRIMESTRES ET SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

(Montants des tableaux en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action indiqués dans les tableaux) (non audités)

1. LOIS APPLICABLES ET NATURE DES ACTIVITÉS

Groupe Alithya inc. (« Alithya » ou la « Société ») (auparavant, 9374-8572 Québec Inc.) a été constitué en société le 8 mars 2018 en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). La Société est issue du regroupement d'entreprises impliquant Alithya Canada Inc. (auparavant, Groupe Alithya inc.) (« Alithya d'auparavant »), constituée le 2 avril 1992 en vertu de la *Loi sur les compagnies* (Québec), qui s'intitule dorénavant *Loi sur les sociétés par actions* (Québec), Alithya USA Inc. (auparavant, Edgewater Technology Inc.) (« Edgewater »), une société constituée en vertu des lois de l'État du Delaware, dont les titres étaient auparavant inscrits à la cote du NASDAQ Global Market, et 9374-8572 Delaware Inc. (la « filiale américaine fusionnée »), une société constituée en vertu des lois de l'État du Delaware et une filiale en propriété exclusive de la Société. À l'ouverture des marchés le 2 novembre 2018, les actions à droit de vote subalterne de catégorie A (les « actions à droit de vote subalterne ») de la Société ont commencé à être négociées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et au NASDAQ Capital Market (« NASDAQ ») sous le symbole « ALYA ».

La Société et ses filiales (le « Groupe ») offrent des services de consultation novateurs dans le secteur des technologies de l'information. Ces services comprennent l'intégration de systèmes et des services de recrutement stratégique et d'experts, principalement dans les domaines des services financiers, manufacturier, de l'énergie, du transport et de la logistique, des télécommunications, des services professionnels, de la santé et du gouvernement.

La Société est la société mère ultime du Groupe et son siège social est situé au 700, rue de La Gauchetière Ouest, bureau 2400, à Montréal (Québec), Canada, H3B 5M2.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis selon les méthodes comptables adoptées dans les derniers états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 mars 2019, sauf en ce qui concerne l'application d'IFRS 16, « Contrats de location » au cours de la période considérée, tel qu'il est décrit plus précisément ci-après.

De plus, les méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme par toutes les entités d'Alithya.

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Déclaration de conformité

L'information financière contenue dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société est présentée en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la société mère. L'information a été établie selon IAS 34, « Information financière intermédiaire ». Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations qui, selon les IFRS, doivent être présentées dans les états financiers annuels et, par conséquent, ils doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Le 12 novembre 2019, le conseil d'administration (le « Conseil ») a approuvé et autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Base d'évaluation et chiffres comparatifs

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sur la base du coût historique, sauf pour ce qui est de certains actifs et passifs initialement comptabilisés dans le cadre de regroupements d'entreprises, qui sont évalués à la juste valeur.

Certains chiffres ont été reclassés conformément à la présentation de l'exercice considéré.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

TRIMESTRES ET SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

(Montants des tableaux en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action indiqués dans les tableaux)
(non audités)

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS AU 1^{ER} AVRIL 2019

IFRS 16, « Contrats de location »

Adoption

IFRS 16, « Contrats de location » remplace IAS 17, « Contrats de location » ainsi que trois interprétations (IFRIC 4, « déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC 15, « avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27, « évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location »). La nouvelle norme a été appliquée selon l'approche rétrospective modifiée et l'effet cumulatif de l'adoption d'IFRS 16, le cas échéant, est comptabilisé dans les capitaux propres à titre d'ajustement du solde du déficit à l'ouverture pour la période considérée. Aucun retraitement n'a été effectué dans les périodes précédentes.

Pour la première application d'IFRS 16, « Contrats de location », le Groupe a utilisé les mesures de simplification suivantes, lesquelles sont autorisées en vertu de la norme :

- application de la définition de contrat de location qui figure dans IAS 17 et IFRIC 4 pour les contrats en vigueur à la date de première application et pour lesquels IFRS 16 n'a pas été appliquée aux contrats non identifiés antérieurement comme des contrats de location en vertu d'IAS 17 et d'IFRIC 4;
- exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation à la date de première application;
- évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation au montant de l'obligation locative, ajusté du montant du paiement au titre d'un contrat de location effectué d'avance ou à payer qui existait à la date de la transition;
- appui sur l'évaluation des contrats de location immédiatement avant la date de première application pour déterminer si ces contrats sont déficitaires au lieu de l'exécution d'un test de dépréciation;
- exclusion de la comptabilisation des actifs au titre de droits d'utilisation de tous les contrats de location comptabilisés au préalable à titre de contrats de location simple dont l'échéance restante est de moins de 12 mois et de tous les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, mais comptabilisation de la charge locative selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location;
- utilisation des connaissances acquises a posteriori, par exemple pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation;
- application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires.

Lors de la transition à IFRS 16, le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué aux obligations locatives comptabilisées en vertu d'IFRS 16 était de 4,16 %.

Le tableau suivant montre un rapprochement de certains postes des états financiers à la suite du passage d'IAS 17 à IFRS 16 au 1^{er} avril 2019.

	Valeur comptable au 31 mars 2019	Reclassement	Réévaluation	Valeur comptable en vertu d'IFRS 16 au 1 ^{er} avril 2019
	\$	\$	\$	\$
Actifs au titre de droits d'utilisation	-	(159)	6 668	6 509
Incitatifs à la location différés	(159)	159	-	-
Obligations locatives	-	-	(6 668)	(6 668)

NOTES COMPLÉMENTAIRES

TRIMESTRES ET SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

(Montants des tableaux en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action indiqués dans les tableaux)
(non audités)

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Le tableau suivant montre un rapprochement du total des engagements découlant des contrats de location simple au 31 mars 2019 et des obligations locatives comptabilisées au 1^{er} avril 2019.

	\$
Total des engagements découlant des contrats de location simple présentés en date du 31 mars 2019	14 228
<i>Exemptions relatives à la comptabilisation :</i>	
Paielements variables	(6 426)
Contrats de location dont l'échéance restante est de moins de 12 mois	(119)
Obligations liées à un contrat de location simple avant l'actualisation	7 683
Actualisation selon le taux d'emprunt marginal	(1 015)
Total des obligations locatives comptabilisées en vertu d'IFRS 16 au 1 ^{er} avril 2019	6 668

Méthode applicable à compter du 1^{er} avril 2019

Le Groupe comme preneur

Pour tout nouveau contrat conclu à compter du 1^{er} avril 2019, le Groupe détermine si celui-ci constitue un contrat de location ou s'il en contient un. Un contrat de location se définit comme suit : « contrat, ou partie d'un contrat, par lequel est cédé le droit d'utiliser un bien (le bien sous-jacent) pour un certain temps moyennant une contrepartie. » Pour pouvoir utiliser cette définition, le Groupe détermine si le contrat répond aux trois principaux critères suivants :

- le contrat fait état d'un bien déterminé, soit explicitement identifié au titre du contrat, soit implicitement déterminé au moment où il est mis à la disposition du Groupe;
- le Groupe a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien déterminé tout au long de la durée d'utilisation, compte tenu des limites définies de ses droits en vertu du contrat;
- le Groupe a le droit de décider de l'utilisation d'un bien déterminé tout au long de la durée d'utilisation. Le Groupe évalue s'il a le droit de décider « comment utiliser le bien et à quelle fin l'utiliser » tout au long de la durée d'utilisation.

Évaluation et comptabilisation des contrats de location comme preneur

À la date de début du contrat de location, le Groupe comptabilise un actif au titre de droits d'utilisation et une obligation locative dans l'état de la situation financière. L'actif au titre de droits d'utilisation est évalué au coût, ce qui tient compte de l'évaluation initiale de l'obligation locative, de tout coût direct initial engagé par le Groupe, d'une estimation de tous les coûts liés au démantèlement et à l'enlèvement du bien à la fin du contrat de location et de tout paiement au titre des contrats de location effectué avant la date de début du contrat de location (déduction faite de tout incitatif reçu).

Le Groupe amortit l'actif au titre de droits d'utilisation selon le mode linéaire, de la période allant de la date de début du contrat de location jusqu'au terme de la durée d'utilité de cet actif, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. De plus, le Groupe procède à un test de dépréciation de l'actif au titre de droits d'utilisation si des indicateurs suggèrent qu'il est pertinent de le faire.

À la date de début du contrat de location, le Groupe évalue l'obligation locative à la valeur actualisée des paiements au titre des contrats de location non versés à cette date, dont l'actualisation a été établie selon le taux d'intérêt implicite en vertu du contrat de location si ce taux est aisément disponible, ou selon le taux d'emprunt marginal du Groupe.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

TRIMESTRES ET SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

(Montants des tableaux en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action indiqués dans les tableaux)
(non audités)

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les paiements au titre des contrats de location inclus dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent des paiements fixes (y compris des paiements fixes en substance), des paiements variables en fonction d'un indice ou d'un taux, des montants que le Groupe s'attend à devoir payer au titre de la garantie de valeur résiduelle et des paiements découlant d'options dont le Groupe a la certitude raisonnable qu'elles seront levées. Le Groupe a choisi de ne pas comptabiliser séparément les composantes non locatives des contrats de location de locaux pour bureaux (immeubles). Par conséquent, les paiements au titre de contrats de location et l'obligation locative comprennent des paiements ayant trait à des composantes locatives et non locatives.

À la suite de l'évaluation initiale, l'obligation locative sera réduite des paiements versés et accrue pour tenir compte des intérêts. L'obligation sera réévaluée pour tenir compte de toute réévaluation ou modification, ou de tout changement apporté aux paiements fixes en substance.

Lorsque l'obligation locative est réévaluée, l'ajustement correspondant se reflète dans l'actif au titre de droits d'utilisation, ou dans le résultat net si l'actif au titre de droits d'utilisation est déjà ramené à zéro.

Le Groupe a choisi de comptabiliser les contrats de location à court terme et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur selon les mesures de simplification. Au lieu de comptabiliser un actif au titre de droits d'utilisation et une obligation locative, les paiements ayant trait à ces éléments sont comptabilisés à titre de charge dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Le Groupe comme bailleur

La méthode comptable appliquée pour les bailleurs en vertu d'IFRS 16 n'a pas changé.

À titre de bailleur, le Groupe classe chacun de ses contrats de location soit en tant que contrat de location simple, soit en tant que contrat de location-financement.

Un contrat de location est classé en tant que contrat de location-financement s'il transfère au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent et classé en tant que contrat de location simple si ce n'est pas le cas.

Méthode applicable avant le 1^{er} avril 2019

Le Groupe comme preneur

Les contrats de location étaient classés comme contrats de location-financement lorsque les modalités du contrat de location transféraient au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location étaient classés comme des contrats de location simple.

Les paiements au titre des contrats de location simple étaient passés en charges dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location. Les avantages dans les contrats de location simple, visant généralement les locaux, étaient comptabilisés en diminution de la charge locative sur la durée du contrat de location et à titre d'avantages incitatifs différés aux états de la situation financière.

Les revenus locatifs, y compris les loyers conditionnels, provenant de contrats de location simple sont comptabilisés sur la durée du contrat et sont reflétés dans les revenus. Un loyer conditionnel peut survenir lorsque les paiements exigibles aux termes des contrats ne sont pas fixes, mais varient en fonction de l'utilisation future.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

TRIMESTRES ET SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

(Montants des tableaux en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action indiqués dans les tableaux)
(non audités)

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

JUGEMENT IMPORTANT DE LA DIRECTION POUR L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES ET INCERTITUDE RELATIVE AUX ESTIMATIONS

L'établissement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et leurs hypothèses sous-jacentes sont passées en revue à intervalle régulier. Les modifications d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont apportées et dans les périodes futures touchées.

Les jugements, les estimations et les hypothèses appliquées aux états financiers consolidés résumés intermédiaires, y compris les sources principales d'incertitude relative aux estimations, étaient les mêmes que ceux appliqués dans les derniers états financiers annuels consolidés audités du Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2019, sauf en ce qui concerne l'application d'IFRS 16, « Contrats de location ».

3. CONTRATS DE LOCATION

Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation suivants ont trait à des biens immobiliers assortis de droits d'utilisation.

Au	30 septembre 2019
	\$
Solde d'ouverture, au 31 mars 2019	6 509
Acquisitions	5 834
Résiliations	(43)
Amortissement	(1 052)
Correction de valeur pour les incitatifs à la location	(13)
Effet du taux de change	(53)
Solde de clôture	11 182

Obligations locatives

Au	30 septembre 2019
	\$
Solde d'ouverture, au 31 mars 2019	6 668
Acquisitions	6 049
Résiliations	(44)
Paiements au titre du contrat de location	(1 121)
Intérêts au titre du contrat de location	142
Effet du taux de change	(53)
Solde de clôture	11 641
Tranche courante	460
	11 181

NOTES COMPLÉMENTAIRES

TRIMESTRES ET SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

(Montants des tableaux en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action indiqués dans les tableaux)
(non audités)

3. CONTRATS DE LOCATION (SUITE)

Les paiements contractuels relatifs aux obligations locatives au 30 septembre 2019 sont les suivants :

Au	30 septembre 2019
	\$
Moins d'un an	917
De un à cinq ans	6 734
Plus de cinq ans	6 394
Total des paiements non actualisés au titre de contrats de location à la clôture de la période	14 045

Montants comptabilisés en résultat net

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2019
	\$	\$
Intérêts relatifs aux obligations locatives	87	142
Charges relatives aux contrats de location à court terme	20	40
Paiements variables au titre des contrats de location	403	826
	510	1 008

La sortie de trésorerie totale pour les contrats de location pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2019 était respectivement de 1 030 000 \$ et de 1 987 000 \$.

4. CAPITAL-ACTIONS

	Actions à droit de vote subalterne		Actions à droit de vote multiple	
	Nombre d'actions	\$	Nombre d'actions	\$
Au 31 mars 2019	48 496 492	183 346	7 168 984	3 515
Rémunération fondée sur des actions acquises au cours de la période, émises à l'acquisition d'entreprises	-	203	-	-
Levée d'options sur actions	30 151	116	-	-
Au 30 septembre 2019	48 526 643	183 665	7 168 984	3 515

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, les opérations suivantes ont eu lieu :

- Dans le cadre de l'acquisition de l'entreprise Alithya Digital Technology Corporation, les actions de catégorie A émises précédemment aux employés à titre de rémunération fondée sur des actions à la date d'acquisition ont été acquises pendant la période. La valeur des actions dont les droits ont été acquis pendant la période close le 30 septembre 2019 s'élève à 163 000 \$.
- Dans le cadre de l'acquisition de l'entreprise Pro2p Services Conseils inc., les actions de catégorie A émises précédemment aux employés à titre de rémunération fondée sur des actions à la date d'acquisition ont été acquises pendant la période. La valeur des actions dont les droits ont été acquis pendant la période close le 30 septembre 2019 s'élève à 40 000 \$.
- Au total, 30 151 options sur actions ont été levées et 30 151 actions à droit de vote subalterne d'une valeur approximative de 116 000 \$ ont été émises, pour une contrepartie en espèces de 96 000 \$; une tranche de 20 000 \$ tirée du surplus d'apport a été reclassée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

TRIMESTRES ET SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

(Montants des tableaux en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action indiqués dans les tableaux)
(non audités)

4. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Régime d'achat d'actions

Aux termes du régime d'achat d'actions de la Société, le Groupe verse un montant équivalant à un pourcentage de la cotisation de base de l'employé, selon le poste occupé par l'employé. L'employé peut effectuer des cotisations supplémentaires jusqu'à concurrence d'un montant total, incluant les cotisations de base, correspondant à 10 % de son salaire brut annuel. Le Groupe ne verse toutefois pas de cotisations de contrepartie à l'égard de ces cotisations supplémentaires. Les cotisations de l'employé et celles du Groupe sont versées à un administrateur indépendant qui achète des actions à droit de vote subalterne sur le marché libre au nom de l'employé par l'intermédiaire de la TSX ou du NASDAQ. La charge liée aux cotisations du Groupe est comptabilisée au titre de la rémunération fondée sur des actions.

Régime incitatif à long terme (le « régime »)

La Société exploite un régime qui prévoit des attributions d'options sur actions, d'actions temporairement incessibles, de droits à la valeur d'actions temporairement incessibles, de droits à la valeur d'actions liés au rendement, d'unités d'actions différées (« UAD ») et de droits à l'appréciation d'actions aux employés admissibles et aux administrateurs de la Société et de ses filiales, qui, une fois levés ou réglés, se traduisent par l'émission d'actions à droit de vote subalterne.

Options sur actions

Aux termes du régime de la Société, le Conseil peut attribuer, à son gré, des options sur actions visant des actions à droit de vote subalterne aux employés admissibles et aux administrateurs de la Société et de ses filiales. Le conseil fixe le prix de levée au moment de l'attribution des options sur actions, lequel prix de levée doit dans tous les cas ne pas être inférieur au cours de clôture le plus élevé de ces actions à la TSX ou au NASDAQ le jour ouvrable précédant immédiatement la date d'attribution. Les droits rattachés aux options sur actions sont acquis, conformément à la convention d'attribution applicable conclue par le participant et la Société, laquelle convention peut inclure des conditions d'acquisition fondées sur le rendement. L'acquisition des droits se fait généralement quatre ans après la date de l'attribution des options sur actions, et ces droits peuvent être exercés au plus tard au dixième anniversaire de la date de l'attribution, sauf en cas de décès, d'invalidité, de départ à la retraite ou de cessation d'emploi. Le régime fait en sorte que le nombre total d'actions à droit de vote subalterne pouvant être émises selon tout type d'attribution aux termes du régime ne doit pas être supérieur à 10 % du nombre total d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple émises et en circulation.

Le tableau suivant présente le nombre d'options sur actions attribuées par la Société :

	Nombre d'actions	Prix de levée moyen pondéré
		\$
Au 31 mars 2019	2 623 542	3,80
Attribuées	805 500	3,64
Confisquées	(50 534)	4,53
Échues	(178 770)	3,21
Levées	(30 151)	3,16
Au 30 septembre 2019	3 169 587	3,79
Options pouvant être levées à la clôture de la période	1 628 587	3,54

Des 1 628 587 options sur actions pouvant être levées au 30 septembre 2019, 863 160 options sur actions peuvent servir à acquérir des actions à droit de vote multiple.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

TRIMESTRES ET SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

(Montants des tableaux en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action indiqués dans les tableaux)
(non audités)

4. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Le 21 juin 2019, Alithya a émis 435 000 et 190 500 options sur actions pour acquérir un total de 625 500 actions à droit de vote subalterne, conformément aux modalités stipulées dans les lettres d'octroi, respectivement au prix de levée de 3,64 \$ et de 2,76 \$ US.

Le 16 août 2019, Alithya a émis 85 000 et 95 000 options sur actions pour acquérir un total de 180 000 actions à droit de vote subalterne, conformément aux modalités stipulées dans les lettres d'octroi, respectivement au prix de levée de 3,65 \$ et de 2,78 \$ US.

Le prix moyen pondéré par action des options sur actions levées à la date de levée était de 3,16 \$.

UAD

Aux termes du régime, le conseil, sous réserve des dispositions du régime et d'autres modalités, peut attribuer des UAD visant des actions à droit de vote subalterne aux employés admissibles et aux administrateurs de la Société et de ses filiales. Les UAD sont réglées à la date prévue par la convention d'attribution applicable conclue par le participant et la Société, pourvu que cette date tombe après la date de cessation d'emploi du participant. Si la convention n'établit pas une date de règlement, elles sont réglées le 90^e jour qui suit la date de cessation d'emploi du participant.

Le 30 septembre 2019, un total de 20 937 UAD pleinement acquises avaient été attribuées à des administrateurs qui n'étaient pas des employés de la Société, conformément aux modalités stipulées dans les conventions d'attribution, pour une juste valeur de 3,97 \$ par UAD, soit une juste valeur totale de 83 120 \$. Ce montant a été comptabilisé au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions. Les UAD sont réglées le 90^e jour qui suit la date de cessation d'emploi du participant.

Rémunération fondée sur des actions

Le nombre d'options sur actions d'Alithya attribuées à des employés au cours des semestres clos les 30 septembre 2019 et 2018, la charge de rémunération connexe et les hypothèses utilisées pour déterminer la charge de rémunération fondée sur des actions, selon le modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes, s'établissent comme suit :

Période close le	30 septembre 2019	30 septembre 2018
Charge de rémunération liée aux options attribuées	196	-
Nombre d'options sur actions attribuées	805 500	-
Juste valeur moyenne pondérée par option attribuée	2,01 \$	-
Juste valeur totale des options attribuées	1 621	-
Hypothèses moyennes pondérées		
Cours de l'action	3,64 \$	-
Prix de levée	3,64 \$	-
Taux d'intérêt sans risque	2,42 %	-
Volatilité prévue*	30 %	-
Rendement en dividende	-	-
Durée prévue de l'option (en années)	5,1	-
Conditions d'acquisition des droits – écoulement du temps (en années)	2,6	-

* Déterminée sur la base de la volatilité observée chez des sociétés ouvertes exerçant des activités dans des secteurs similaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

TRIMESTRES ET SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

(Montants des tableaux en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action indiqués dans les tableaux)
(non audités)

5. PARTIES LIÉES

Opérations conclues avec les actionnaires

Dans le cours normal des activités, la Société a conclu les opérations suivantes avec les actionnaires exerçant une influence notable. Les opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange, qui représente le montant contractuel de la contrepartie établi et accepté par les parties liées.

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Revenus de consultation*	6 169	9 532	12 946	23 265

* Un des actionnaires exerçant une influence notable s'est engagé à verser des montants minimaux de revenus et de BAIIA pour une période de quatre ans se terminant en juillet 2020, laquelle pourrait être prolongée jusqu'à juillet 2021 selon certaines conditions. Dans le cas où les montants minimaux ne seraient pas versés, l'actionnaire en question, conjointement avec un autre actionnaire, rembourserait à Alithya un montant pouvant s'élever jusqu'à 4 M\$.

Au	30 septembre	31 mars
	2019	2019
	\$	\$
Débiteurs et autres créances	7 459	9 653

Les autres charges conclues avec des actionnaires exerçant une influence notable comprennent des avantages du personnel et des frais de communication. Toutefois, ces montants n'étaient pas importants.

6. RÉSULTAT PAR ACTION

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	(2 330)	(2 123)	(3 877)	(4 319)
Affectation du résultat, déduction faite des dividendes, aux porteurs d'actions préférentielles	-	129	-	267
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(2 330)	(1 994)	(3 877)	(4 052)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	55 673 570	22 520 163	55 670 847	22 520 163
Résultat de base et dilué par action	(0,04)	(0,09)	(0,07)	(0,18)

Les options sur actions mentionnées à la note 4 ne sont pas comprises dans le calcul du résultat dilué par action puisque la Société a subi des pertes et ces options sur actions auraient un effet antidilutif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

TRIMESTRES ET SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

(Montants des tableaux en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action indiqués dans les tableaux)
(non audités)

7. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR LE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Le tableau suivant présente des renseignements complémentaires sur le résultat consolidé :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Coûts de rémunération des employés	46 119	20 433	95 492	41 705
Crédits d'impôt	949	744	2 071	1 653
Charges de vente	9 646	2 949	20 331	5 725
Charges générales et administratives	8 930	5 000	17 172	10 290
Amortissement des immobilisations corporelles	254	197	544	418
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	556	-	1 052	-

8. CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières se détaillent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	258	240	623	482
Intérêts et frais de financement	55	224	150	449
Intérêts relatifs aux obligations locatives	87	-	142	-
Amortissement des charges financières	48	23	128	30
Capitalisation des intérêts au titre des soldes d'achat à payer	28	58	56	116
Revenus d'intérêts	(26)	-	(28)	-
	450	545	1 071	1 077

9. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations nettes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs et autres créances	8 109	4 696	6 939	(462)
Impôts à recevoir	(339)	(183)	(442)	299
Travaux en cours	(3 107)	606	(1 537)	3 469
Crédits d'impôt à recevoir	2 770	(429)	1 656	1 420
Charges payées d'avance	434	125	166	52
Créditeurs et charges à payer	(9 283)	(5 316)	(5 717)	(5 389)
Revenus différés	(5)	(528)	453	(678)
	(1 421)	(1 029)	1 518	(1 289)

NOTES COMPLÉMENTAIRES

TRIMESTRES ET SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

(Montants des tableaux en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action indiqués dans les tableaux)
(non audités)

10. INFORMATIONS SECTORIELLES ET GÉOGRAPHIQUES

La Société a examiné ses activités et, à la lumière des renseignements reçus périodiquement par les décideurs, elle a conclu qu'elle n'avait qu'un seul secteur isolable.

Revenus par emplacement géographique

Le tableau suivant présente le total des revenus externes par emplacement géographique :

	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019		2018		2019		2018	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Canada	35 119	52,2	34 112	92,0	74 706	53,5	72 813	92,6
États-Unis	29 118	43,2	-	-	58 439	41,9	-	-
Europe	3 126	4,6	2 981	8,0	6 436	4,6	5 854	7,4
	67 363	100,0	37 093	100,0	139 581	100,0	78 667	100,0

Actifs non courants par emplacement géographique

Le tableau suivant présente la valeur comptable nette totale des actifs non courants du Groupe par emplacement géographique :

Au	30 septembre		31 mars	
	2019		2019	
	\$	%	\$	%
Canada	47 082	34,7	40 451	31,2
États-Unis	84 992	62,7	86 454	66,7
Europe	3 483	2,6	2 619	2,1
	135 557	100,0	129 524	100,0

Une analyse des revenus du Groupe provenant de clients pour chaque principale catégorie de service est présentée ci-après :

	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019		2018		2019		2018	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Intégration de systèmes et services de consultation	64 811	96,2	36 539	98,5	135 143	96,8	77 449	98,5
Services de tenue de paie	310	0,5	374	1,0	671	0,5	724	0,9
Revenus tirés des logiciels	2 242	3,3	180	0,5	3 767	2,7	494	0,6
	67 363	100,0	37 093	100,0	139 581	100,0	78 667	100,0

NOTES COMPLÉMENTAIRES

TRIMESTRES ET SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

(Montants des tableaux en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action indiqués dans les tableaux)
(non audités)

11. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Le 1^{er} octobre 2019, la Société a acquis, en contrepartie d'actions à droit de vote subalterne et d'espèces, la totalité des actions émises et en circulation de Matricis Informatique Inc., un cabinet de services-conseils spécialisé dans des applications et des systèmes avancés qui font appel à des techniques découlant de l'Internet des objets (IdO), de l'intelligence artificielle (IA), d'une combinaison des deux (intelligence artificielle des objets) et de renseignements opérationnels. Matricis exerce ses activités dans les secteurs de la santé, des industries et de la finance. La contrepartie totale versée pour acquérir Matricis s'élève à 7 200 000 \$ et est assujettie à des ajustements relatifs au fonds de roulement et à d'autres ajustements, le cas échéant. Cette contrepartie comprend un montant en espèces de 3 600 000 \$ exigible en deux versements égaux les 1^{er} octobre 2019 et 1^{er} octobre 2022, ainsi que 3 600 000 \$, au total, en actions, soit 947 292 actions à droit de vote subalterne; de ce nombre, 473 646 ont été émises le 1^{er} octobre 2019 et 157 882 le seront en portions égales les 1^{er} octobre 2020, 2021 et 2022.

Le 2 octobre 2019, Alithya Zero2Ten, Inc., une filiale indirecte en propriété exclusive de la Société, a vendu la totalité des actions émises et en circulation de sa filiale en propriété exclusive, Zero2Ten EMEA Limited, pour une contrepartie en espèces de 800 000 £ (1 302 000 \$). Une tranche de 350 000 £ (570 000 \$) a été acquittée le 2 octobre 2019 et la tranche restante de 450 000 £ (732 000 \$) est exigible le 1^{er} avril 2020.